



# Primaires citoyennes - 9 et 16 octobre

## EDITO

### Historique !

Pour la première sous la Vème République, les citoyens sont appelés à désigner le représentant du plus grand parti de gauche à l'élection présidentielle de 2012.

Ce premier numéro "Des idées et des rêves" a pour unique ambition de vous présenter la candidature d'Arnaud Montebourg.

Face à la crise économique, financière, sociale et morale de notre société, il est grand temps d'agir !

Les solutions proposées par nos dirigeants ne sont que des rustines inefficaces qui reposent uniquement sur le sacrifice des plus faibles et des classes moyennes. A protéger un système économique ultra-libéral, nous passons à côté de l'essentiel.

Nous vous proposons ainsi un numéro consacré aux solutions proposées par Arnaud Montebourg pour sortir de la cette crise qui n'est pas celle des citoyens, mais celle d'un système financier qui profite à un petit nombre de personne au détriment de tous.

Notre projet est ambitieux, puisque nous vous proposons de changer la France. Démondialisation, VIème République, capitalisme coopératif, prise en compte de l'écologie dans les décisions politiques... Il est désormais crucial de repenser notre société.

Nous vous invitons par la suite à prolonger notre réflexion en participant activement à la campagne d'Arnaud Montebourg. Pour cela, le site internet [www.arnaudmontebourg2012.fr](http://www.arnaudmontebourg2012.fr) est à votre disposition.

Ce n'est qu'avec vous que nous bâtirons ensemble cette nouvelle France !

# Démondialisation !

Droit d'inventaire : La météorite de la mondialisation s'est écrasée dans la vie quotidienne des Français. Offrant de formidables opportunités à certains, elle s'est bien souvent résumée pour tous les autres à une mise en concurrence sans limite et sans scrupule des salariés, des entrepreneurs, des agriculteurs et de tous ceux qui ont été placés en compétition avec des travailleurs chinois, des ingénieurs indiens, et des paysans argentins, alors que ces derniers n'ont d'autre choix que d'accepter des rémunérations trop basses pour vivre.



Le bilan de la dernière décennie de mondialisation est un désastre pour ceux qui n'ont d'autre ressource que leur travail : délocalisations en série, destructions d'emplois (2 millions en 30 ans dans l'industrie) et d'outils de travail, pression sur les salaires. Tout s'est déroulé comme s'il s'agissait d'une vaste mise aux enchères à la baisse du travail et de son prix.

La mondialisation a surtout pris en otage la souveraineté des peuples. Qui bradera le plus vite son système social patiemment construit pour protéger les hommes contre les risques sociaux que sont la maladie, le chômage ou la retraite, qui démantèlera le plus efficacement ses services publics éducatifs, hospitaliers, universitaires, en en transférant la charge sur l'usager et sa contribution individuelle, pour diminuer les prélèvements sur les entreprises, le capital et ses revenus ?

Le libre-échange généralisé n'est plus un progrès

S'il fut un progrès au début, le libre-échange généralisé affiche aujourd'hui un bilan négatif, ne bénéficiant plus qu'aux capitaux devenus maîtres du jeu. La gauche est prise dans d'aimables contradictions : elle prône avec générosité la juste nécessité du développement, mais refuse de se donner les moyens de protéger les travailleurs du nord et du sud par de nouvelles règles de l'échange mondial. Sans doute a-t-elle trop accepté les règles de ce monde.

Le libre-échange total est d'ailleurs un mythe auquel les seuls Européens continuent à croire, car nos concurrents se protègent. Aux Etats-Unis, le « Small Business Act » favorise les petites entreprises à plus-value technologique, en autorisant le gouvernement américain à intervenir au rachat d'entreprises disposant de savoir-faire utiles à la nation. Finalement, les puissances commerciales concurrentes de l'Europe n'ont jamais vraiment renoncé à leur unilatéralisme.

Une nouvelle stratégie : la démondialisation

L'enjeu n'est pas de replier derrière nos frontières comme derrière une ligne Maginot. Il est dans la mise en place d'un nouveau système d'échange fondé sur des règles universelles de protection de l'environnement et de respect de standards sociaux et sanitaires. Autour de ce programme, le nord (qui doit protéger son industrie et ses travailleurs victimes d'abus antisociaux) et le sud (qui doit distribuer de meilleurs salaires à ses travailleurs pour leur permettre d'acheter la production destinée aujourd'hui exclusivement à l'exportation) peuvent se réconcilier. La guerre économique mondiale n'est pas un horizon indépassable. Le modèle de la démondialisation a pour objectif de soigner la maladie de la concurrence effrénée. La course au moins disant salarial et environnemental est un suicide collectif.

Démondialiser consiste à fonder une nouvelle pratique de la frontière et de la protection. La frontière non seulement pour protéger, mais aussi pour muter. Demain, aux frontières de l'Europe,

il faudra faire en sorte que les produits importés payent le juste coût écologique et social défini par des accords bilatéraux. C'est une forme de conditionnalité à l'entrée des produits. Toutefois, il ne s'agit pas de pénaliser les pays du sud pour protéger le nord. Nos industries ne peuvent s'abstraire de l'effort de mutation. Elles aussi, via une taxe carbone, devront supporter le poids de la mutation. La démondialisation repose ainsi sur la réciprocité et l'adaptation commune à de nouvelles normes. Les sommes ainsi récoltées aux différentes frontières pourraient alors être utilisées dans des fonds de conversion écologique des industries, prévus par le protocole de Kyoto.

Les révolutions égyptiennes ou tunisiennes nous montrent que la mondialisation des droits et de la démocratie doit se poursuivre. En revanche, pour les échanges, c'est la démondialisation qui prévaut. Et avec elle le retour à une production locale, notamment agricole. A l'échelle humaine.



## Parole d'expert

# Plaidoyer pour un protectionnisme européen



**Le protectionnisme commercial. Nous entendons par protectionnisme commercial les barrières débarrassé des oripeaux diaboliques dont l'affuble la vulgate libre-échangiste, est une option politique parmi d'autres.**

L'Italie vient de révéler combien cette option est d'actualité. LVMH avait racheté Bulgari, EDF cherche à prendre le contrôle de son homologue italien Edison, la montée du français Lactalis au capital du groupe Parmalat a finalement poussé le gouvernement italien à adopter, le 23 mars dernier, un décret-

loi pour protéger les entreprises du pays contre les OPA (offre publique d'achat). Sont concernés les secteurs de l'alimentation, des télécommunications, de l'énergie et de la défense. Nous sommes prompts à remettre en cause le dogme du libre-échange au sein même de la zone euro, dès que nos intérêts économiques paraissent menacés! Mais deux questions se posent : quel type de protectionnisme pourrions-nous connaître dans les années à venir? Quel protectionnisme désirons-nous mettre en place dans l'Europe de demain?

### Ralentissement subi des échanges internationaux

2 La réponse à la première question me paraît conditionnée par deux facteurs : l'évolution du prix du pétrole et la proximité d'un nouveau krach financier. L'Agence internationale de l'énergie vient de l'annoncer discrètement dans son rapport annuel, le World Energy Outlook 2010 : le pic de pétrole a été atteint en 2006, autour de 70 millions de barils par jour, et ne sera plus jamais dépassé. La déplétion des anciens puits est responsable d'une chute de leur productivité que les techniques conventionnelles d'exploitation des gisements (connus ou à venir) ne permettent pas de compenser.

Le débat est encore ouvert sur le rôle des techniques non-conventionnelles d'extraction d'hydrocarbures (schistes bitumineux, fractionnement de la roche...) pour pallier l'insuffisance de l'offre conventionnelle. Pour la sauvegarde de la planète, on est en droit d'être sceptique, voire de souhaiter qu'il n'en soit pas ainsi. Or si l'offre de pétrole plafonne, la demande mondiale, elle, continue de croître de 200 000 barils/jour par an. À moins d'un nouveau krach financier, elle devrait bientôt excéder durablement l'offre – et le prix de l'or noir, flamber.

3 Certes, l'élasticité de la demande de pétrole par rapport à son prix est difficile à anticiper, mais nos économies en sont suffisamment dépendantes pour qu'une hausse considérable du prix soit très vraisemblable (300 dollars le baril?). Celle-ci pourrait induire une violente récession de nos économies. Même si ce repli d'activité faisait ensuite redescendre le prix, il serait sans doute trop tard : la volatilité du prix de l'énergie, rendant l'avenir illisible, promet de paralyser une grande partie des décisions d'investissement, provoquant le même effet déprimant qu'un prix très élevé. Loin de couvrir nos sociétés contre ce risque systémique, les mouvements spéculatifs sur les marchés dérivés – qui pèsent trente fois le poids du marché réel de pétrole (dit marché spot) – sont déjà responsables d'une volatilité artificielle du prix du pétrole (comme en 2008). Il est même possible qu'à cause d'eux, le prix du baril s'envole avant que le plafond technique de production ne se fasse sentir : une bulle spéculative est en train de gonfler, entraînant la flambée des prix des biens agricoles et de l'énergie.

4 Une hypothèse vraisemblable est celle d'une « dé-globalisation » une relocalisation du commerce par grandes régions (Asie, Amérique du Nord, Europe, Amérique latine, Afrique), déjà entamée du fait de la faiblesse de la demande des ménages de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) et de la substitution des produits domestiques aux importations dans les pays émergents – en Chine notamment. Les années 2008-2009 (avec une contraction de 30 % du commerce mondial) auront été comme une répétition générale. Le pétrole cher pourrait accélérer la mise en place d'une forme de régionalisation commerciale, relativisant fortement les stratégies de développement du Sud construites sur l'exportation préférentielle d'un produit de base à destination du Nord (par exemple le coton tchadien). Le salut des pays émergents ne peut consister qu'en une production orientée vers leurs propres marchés. Les États-Unis, avec une dette (publique et privée) sans doute proche des 300 % du Pib, un taux de croissance annuel inférieur à 3 % et un taux d'épargne nul, ne pourront plus jouer le rôle de consommateurs à crédit qu'ils ont endossé depuis vingt ans. C'est ce qu'a compris Pékin, qui tente dès à présent d'honorer l'augmentation massive de sa demande domestique de textile (+ 25 % en 2009), rendue possible par la revalorisation des salaires de la côte Est. Certes, cela renchérit d'autant les textiles vendus aux groupes industriels occidentaux, qui se tournent vers le Pakistan, le Bangladesh... La Chine connaît donc, elle aussi, la sanction des délocalisations (de la part de nos propres multinationales), frein majeur à une amélioration des conditions de vie des salariés chinois et à un rattrapage salarial mondial.

Le risque d'un nouveau « krach » financier

5 L'alternative? Un nouveau krach financier qui ralentirait suffisamment nos économies pour retarder le moment où la demande mondiale de pétrole atteindra le plafond technique de l'offre. Ce scénario n'est pas à exclure, tant sont modestes les mesures adoptées pour réglementer les marchés financiers, dont la loi Dodd-Frank de l'été 2010 aux États-Unis. Par ailleurs, une restructuration « à chaud » des dettes publiques d'un pays européen plus significatif que l'Islande provoquerait sans doute un krach analogue à celui de septembre 2008 et remettrait en cause la zone euro. Ce scénario vraisemblable ne serait guère plus favorable aux défenseurs d'un libre-échange débridé. Cette fois, les caisses des États seront vides. La fragilité persistante du système bancaire européen, qui dissimule, par divers artifices comptables, l'étendue réelle du désastre de 2008, pourrait lui être fatale et entraîner les États-Unis avec elle. 6 Qu'advierait-il? Ou bien la Chine est prise dans ce nouveau maelström : ses propres banques conservent beaucoup de créances douteuses et sa dépendance est forte à l'égard du dollar. Nous entrerions dans un sentier de décroissance généralisée à haut risque politique. Ou bien la Chine réussit son « découplage » vis-à-vis de l'économie occidentale et échappe au cyclone : une fois le bassin atlantique économiquement à genoux, il ne restera plus à Pékin et aux fonds souverains orientaux (à qui un pétrole cher promet encore de longs jours) qu'à racheter à bas prix le fleuron de ce qui nous restera d'industrie. Le secours financier actuellement consenti par Pékin au Portugal et à la Grèce pourrait être une manière de placer ses pions. Volvo est, aujourd'hui, une entreprise chinoise... Le seul moyen d'échapper à un raid financier – que diffèrent la sous-évaluation délibérée du yuan et l'instabilité économique mondiale actuelle – consistera à rendre juridiquement impossibles les OPA sauvages qui promettent au capitalisme occidental de devenir... « oriental ». Exactement comme l'Italie aujourd'hui, ou encore le Brésil qui taxe à 2 % les entrées de capitaux.

7 La volte-face italienne ne laisse guère de doute sur la vitesse à laquelle les pays de l'Union (sans parler des États-Unis) changeront leur rhétorique libre-échangiste en faveur de la défense des intérêts nationaux. Cela gênera-t-il les activités de private equity et de LBO (Leverage Buy-Out)? On est en droit d'en contester l'utilité sociale. Le bras-d'fer juridique pour entraver les opérations de rachat chinoises a déjà débuté avant la crise de 2007, en Europe comme aux États-Unis : il est vraisemblable que la reprise des hostilités dictera un protectionnisme financier de circonstance, destiné à protéger notre industrie de l'extraordinaire puissance financière dont disposent les fonds souverains orientaux (grâce aux hydrocarbures ou grâce à des excédents commerciaux rendus possibles, avant tout, par les conditions de travail indécentes imposées à leurs salariés).

### Protectionnisme choisi

8 Sans attendre que les circonstances nous l'imposent, il nous serait possible de développer un « protectionnisme européen raisonné ». De quoi s'agirait-il? D'imposer des barrières douanières autour de l'Union européenne (UE), qui pénalisent les biens, services et capitaux importés des pays : qui ne respectent pas les conditions de travail « décentes » préconisées par l'Organisation internationale du travail; qui ne respectent pas les accords internationaux de Kyoto; qui tolèrent les sociétés écrans et permettent de contourner l'impôt dû ailleurs (non pas les paradis fiscaux au sens de la liste « grise » de l'OCDE, vidée de toute substance, mais au sens, par exemple, de l'indice d'opacité financière établi par le Tax Justice Network Ces conditions peuvent paraître insuffisantes : elles laissent de côté, notamment, les accords multilatéraux sur l'environnement, ainsi que tout ce qui pourrait concerner la lutte contre le dumping salarial. Elles n'en constitueraient pas moins une première étape. Quant à établir une taxe sur les biens produits dans des conditions salariales « déloyales », elle suppose une révision intellectuelle en profondeur du concept même de concurrence, qui n'est guère à la portée, aujourd'hui, de la Commission européenne ou encore de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Quoi qu'il en soit, cette étape devrait s'accompagner d'un plan de transition verte de la zone euro (si cette dernière survit). La protection de notre industrie et de notre agriculture pour leur « mue » est une condition sine qua non de succès : le climat et l'énergie exigent des investissements de long terme pharaoniques (600 milliards d'euros selon la Fondation Nicolas Hulot), dans les infrastructures ferroviaires, la capture du CO2, l'isolation de l'habitat... La pression de la concurrence internationale rend difficilement envisageables de tels investissements. Il nous faut une nouvelle révolution industrielle, non moins phénoménale que celles des XVIIIe et XIXe siècles. Ni l'Angleterre, ni l'Allemagne, ni la France, les États-Unis ou le Japon n'ont eu recours aux débouchés extérieurs pour leur décollage économique.

9 En un sens, la taxe écologique, abandonnée par le président Sarkozy, eût été un premier pas dans cette direction. Et le Système monétaire européen, de 1979 à 1993, constituait une version tout à fait réussie, dans son principe, d'une forme de protectionnisme régional tempéré. Sans doute conviendrait-il d'édifier de telles barrières par étapes, en ménageant, au moins dans un premier temps, les relations de l'UE avec l'Amérique du Nord, la Norvège ou la Suisse, par exemple. Nous devons également faire des exceptions pour ce qui concerne les matières premières importées, certains produits agricoles et les biens d'équipement sans lesquels les entreprises européennes ne peuvent plus tourner. Mais ces exceptions devraient être débattues à l'échelon politique européen. Quel usage, surtout, faudra-t-il faire des recettes induites par ces nouveaux droits de douane? Elles pourraient abonder un fonds d'aide au développement des pays du Sud (destiné à les aider à améliorer les conditions de travail de leurs salariés et à diminuer, chez eux, la facture écologique) ou encore un fonds souverain européen pour accélérer la transition vers une industrie verte.

10 Loin de constituer un renoncement à toute forme de concurrence sur le territoire européen, un cordon sanitaire permettrait, au contraire, l'organisation d'une concurrence loyale, les entreprises qui s'installeraient en Europe ayant à travailler dans les mêmes conditions que les nôtres. Bien sûr, nous devrions nous appliquer les critères imposés au reste du monde : en particulier une harmonisation fiscale européenne (l'UE compte de nombreux paradis fiscaux, à commencer par le Royaume-Uni, le Luxembourg, l'Autriche, l'Irlande ou Malte)

### À qui ce protectionnisme ferait-il mal?

11 Ce protectionnisme provoquerait-il une hausse du coût de la vie (en renchérissant les produits importés) ? Rien n'est moins sûr. Il rendrait enfin possible le rattrapage salarial qui nous fait cruellement défaut, en Allemagne comme dans le reste de l'Europe – condition nécessaire pour rendre une transition verte économiquement rentable. Car aujourd'hui, ce que nous gagnons comme consommateurs en achetant des biens bon marché produits hors d'Europe, nous le perdons, comme salariés, du fait de la compression des salaires.

12 Bien sûr, des mesures de protection commerciale n'inciteront pas seulement certains de nos partenaires à produire davantage pour leurs marchés internes (à l'instar de la Chine) : elles induiront aussi des rétorsions de leur part. Les PME françaises qui exportent à l'étranger en souffriraient-elles? Avec raison, les médias relayent volontiers la réussite de certaines d'entre elles. Ainsi, les 600 producteurs de la coopérative d'Isigny-Sainte-Mère, dans le Calvados, exportent leur lait depuis trente ans. Mais c'est une exception. En 2008, environ 100 000 entre-

*Texte de Gaël Giraud, paru dans la Revue "Projet" n°231(février 2011, p79-87). Gaël Giraud est jésuite, chercheur au Cnrs, École d'Économie de Paris, et travaille pour le Ceras.*



prises françaises exportaient des biens, d'après les Douanes, soit une entreprise sur 20. L'essentiel des exportations est assuré par un très petit nombre d'entreprises : mille assurent 70 % du chiffre d'affaires à l'export. Ce sont les grands groupes français et les entreprises de groupes étrangers implantés en France. La part des PME indépendantes reste limitée. Les années 2000, très « libre-échangistes » dans le discours, ont connu une baisse du nombre d'entreprises exportatrices françaises. Et la moitié des PME qui exportent ont pour débouché un pays d'Europe de l'Ouest et ne seraient pas concernées par un cordon commercial européen. Un quart seulement exportent vers un pays émergent. On peut imaginer que les recettes des droits de douane servent aussi à soutenir le petit nombre de PME qui auraient à souffrir d'une telle politique. Enfin, la baisse de productivité qu'exigera notre transition verte, tout comme le transfert de nombreuses activités à la campagne, le réaménagement du territoire[14] [14] . etc., pourront être source de créations d'emplois et compenser le manque à gagner des PME concernées par d'éventuelles pertes de marchés extérieurs.

13 Qui, en Europe, serait donc pénalisé? Le secteur financier. La déflation salariale et le maintien d'un chômage de masse en Europe (qui ne sont pas étrangers aux politiques de libre-échange exigent, pour être socialement supportables, une inflation faible. Celle-ci favorise l'explosion du rendement des placements financiers malgré une croissance molle depuis vingt ans. Mais l'insuffisance du pouvoir d'achat des ménages occidentaux a conduit à un recours massif au crédit à la consommation, à l'origine de la crise initiée en 2007. Le relâchement de la contrainte salariale des pays du Sud lèverait un obstacle majeur à une revalorisation des salaires et des prestations sociales au Nord pour répondre à l'inflation (due au pic du pétrole). Les revenus financiers s'en trouveraient mécaniquement rognés. Est-ce un mal?

### Si l'Europe voulait...

14 Lorsqu'en février 2009, la commissaire européenne en charge de la concurrence, Neelie Kroes, fait des remontrances à la France parce qu'elle conditionne son aide publique au secteur automobile à des engagements de non-délocalisation et de protection des emplois nationaux, deux remarques s'imposent. Tout d'abord, la conditionnalité d'une telle aide devrait porter en priorité sur l'accélération de la transition vers la production d'automobiles électriques. Subventionner l'automobile à essence, compte-tenu de la contrainte environnementale et énergétique, est un non-sens. Bruxelles a eu raison de tancer Paris... mais pour de mauvais motifs! C'est au niveau européen qu'une aide publique à l'industrie européenne (verte), conditionnée à des clauses de non-délocalisation, devrait être organisée. Car la délocalisation (celle des usines que l'on ferme, mais aussi celle, invisible, de toutes les décisions d'investissement qui ne sont pas prises sur le sol européen n'est rendue intéressante que grâce au dumping salarial des pays émergents et au coût relatif très faible jusque-là, du pétrole.

15 La seconde étape de cette politique commerciale, destinée à contrebalancer le dumping salarial des pays émergents (mais aussi du Japon et de l'Allemagne), ferait-elle tort aux pays exportateurs? Elle contrarierait une dynamique au terme de laquelle les pays émergents, la Russie et l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) réalisent à eux seuls 50 % de la valeur des exportations mondiales en 2010 (contre 27 % en 1998). Mais elle les inviterait à revaloriser leur demande interne. La consommation des ménages représente moins de 35 % du volume du Pib chinois en 2010, contre 50 % en 1998. Et la part de la masse salariale, 48 % du Pib chinois en 2010, contre 52 % en 2001. Les bénéfices que la Chine retire de la mondialisation ne sont donc pas distribués au profit des salariés. C'est cette logique qu'un protectionnisme européen viendrait entraver. La Chine centralisée d'avant « l'ouverture » connaissait une assurance maladie, supprimée depuis lors pour augmenter son avantage compétitif.



# Les thèmes de la campagne

## 12 thèmes pour 100 propositions !

La campagne d'Arnaud MONTEBOURG s'organise autour de 12 thèmes principaux et de 100 propositions. Nous vous présentons ici 6 thèmes et vous invitons à consulter le site officiel pour découvrir les 100 propositions pour changer la France !

### Capitalisme coopératif et mutualiste

Etat des lieux : la richesse confisquée, le travail abîmé

Le système économique a perdu la tête et s'est retourné contre les gens. Pendant les presque 14 années de ma vie politique, j'ai vu la condition ouvrière changer, le travail dans les usines se durcir, le productivisme devenir cruel pour les êtres humains et leurs corps, avec des cadences augmentées, la réduction des pauses, la modération salariale, la cruelle absence de solidarité entre les ouvriers. Le prix payé par les employés à la profitabilité de leurs entreprises est devenu souvent intenable dans la vie quotidienne des usines. Finalement, ouvriers, cadres, syndicalistes, même directeurs d'usines, élus locaux, parlementaires, peu importe, nous sommes tous devenus les otages enchaînés de ce système qui n'a plus le sens de l'être humain, de la modération et de l'équilibre.

### Mutation écologique

Une prise de conscience

Pendant longtemps, je n'ai pas cru les défenseurs politiques des espèces en voie de disparition. Et puis j'ai rencontré Al Gore il y a quatre ans. J'étais venu avec un mélange de curiosité et de distance. Je suis ressorti deux heures plus tard bouleversé par sa démonstration et les éléments probants d'inquiétude qu'il déployait sous nos yeux. Cette rencontre a profondément changé le sens de mon engagement public. Je me suis dit que tout dirigeant politique avait le devoir et la responsabilité de mesurer et connaître dans le plus petit détail ces questions nouvelles. Je me suis mis à dévorer les livres qu'autrefois j'aurais négligés - notamment ceux de Lester Brown - et à penser qu'il n'est plus possible de penser

### Des radars et des gendarmes sur les routes de la finance

Une carrière dans l'anti-fraude financière

Mes rapports avec les dérives de la finance ont commencé avec la mission d'information parlementaire sur paradis fiscaux, dont j'étais rapporteur. Ayant connu la misère des prisons et la dureté de l'institution judiciaire pour le citoyen ordinaire, j'ai conçu une constante répulsion devant l'injustice d'une République qui proclame pompeusement le jour l'égalité de tous devant la loi, et organise la nuit les privilèges pour puissants en tous genres en fermant les yeux sur les paradis fiscaux. Dès le début des années 2000, il m'était apparu que la non-remise en ordre du capitalisme financier débridé nous conduisait vers des crises économiques et surtout sociales. Aujourd'hui, la crise financière est là, toujours plus dure pour les peuples. Jusqu'où ira notre tolérance ou notre complaisance vis-à-vis du système financier ?

### Renouveau productif

La grande question des années à venir est celle de notre renouveau productif. Car celui qui ne produit pas est toujours dans la main de celui qui produit. Ceux qui ne se soucieront pas de préparer les inventions, les produits et la richesse de demain, risqueront l'appauvrissement rapide. Si les Français veulent financer un bon niveau de retraite, de santé, d'éducation, de services publics, il faut d'abord reconstruire un socle industriel puissant.

### Le mur de la dette et le piège comptable de la peur

L'austérité ou l'art de tuer le patient par le remède

Les politiques d'austérité appliquées à l'heure actuelle ne sont d'aucun secours. A-t-on déjà soigné un seul malade par une saignée ? A force de l'affaiblir les docteurs libéraux finissent par tuer le patient. A force d'étouffer la croissance, elle ne repartira pas. A force de brutaliser les peuples, ils se réfugieront dans des choix extrêmes. Voilà comment l'idéologie libérale est en train de rendre l'euro et l'Europe odieux aux peuples européens. Et personne n'en sortira indemne, pas même l'Allemagne qui, faute d'acheteurs verra sa balance commerciale touchée. Voilà comment mettre en place la mécanique infernale de la dépression qui a déjà touché la Grèce, l'Irlande et qui guette le Portugal, l'Espagne... et peut-être la France. Pourtant, d'autres solutions existent !

Participez à la campagne en devenant volontaire...  
[www.arnaudmontebourg2012.fr](http://www.arnaudmontebourg2012.fr)

